

Extrait du compte rendu de la deuxième séance du mardi 2 juillet

Débat d'orientation des finances publiques pour 2014

...

M. le président. La parole est à M. Pierre-Alain Muet.

M. Pierre-Alain Muet. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, je vais revenir sur ce qu'a dit le ministre de l'économie et des finances à propos du contexte.

La zone euro est en récession depuis le quatrième trimestre 2011. La croissance est négative tous les trimestres et si la France se porte un peu mieux, notre croissance, depuis le quatrième trimestre 2011, oscille entre +0,1 % et -0,1% et elle a vu se succéder deux trimestres négatifs.

L'ensemble de l'Europe est frappé par une récession paradoxale. Après la crise financière, les États-Unis ont recommencé à croître, ainsi que les pays européens. Puis, la crise de la dette dans la zone euro a engendré un ensemble de politiques d'austérité qui expliquent la récession actuelle.

Cette crise de la dette est paradoxale, car l'Europe est le continent le moins endetté de tous les grands pays industrialisés. La dette de la zone euro représente 67 % du PIB. Aux États-Unis, la dette frise les 100 % et, au Japon, elle atteint 200 %. C'est pourtant dans la zone euro que s'est développée la crise de la dette, pour une raison malheureusement inhérente à l'Europe : son incapacité à mettre en place des politiques de solidarité.

La Grèce, frappée par une crise de confiance, représente 3 % du PIB européen. Si les Européens étaient allés immédiatement à son secours, s'ils avaient été capables de réaliser ce qu'ils ont mis trois ans à faire, c'est-à-dire un mécanisme de solidarité permettant à la Grèce d'éviter d'avoir des taux d'intérêts excessifs, la crise se serait probablement arrêtée là.

Elle s'est étendue à d'autres pays, car quand les marchés ont constaté que la Grèce était fragile, ils ont continué en attaquant l'Espagne, l'Italie et d'autres pays. C'est ainsi que les doutes sur la solidarité européenne ont transformé le sauvetage de la Grèce en une crise généralisée. C'est d'autant plus paradoxal que les pays les plus touchés sont ceux qui, avant 2007, réduisaient leur dette. Les fameux pays du GIPSI – Grèce, Italie, Portugal, *Spain*, Irlande – ont, de 2000 à 2007, tous réduit leur dette. C'est l'une des faiblesses majeures de l'Europe – que l'on a déjà observée dans le passé – qui explique cette deuxième récession.

La conséquence de cette deuxième récession est que la croissance est pratiquement nulle depuis cinq ans et demi, chez nous comme dans la plupart des pays européens, à l'exception de l'Allemagne, et que le chômage a augmenté massivement depuis quatre ans. S'y rajoute en France un déficit de compétitivité massif qui est né il y a huit ans, puis une explosion de la dette qui trouve en partie – une petite partie – son origine dans la crise, mais surtout dans le fait que, pendant cinq ans, notre pays est resté dans un déficit excessif.

...

M. Julien Aubert. À force de répéter le même mensonge, vous finissez par y croire !

M. Pierre-Alain Muet. Quand vous avez une base de déficit structurel comprise entre 3,4 et 4,5 points de PIB, si une crise se surajoute, vous avez une véritable explosion.

Face à cette situation, le Gouvernement a appliqué une politique subtile, complète, une politique qui, certes, ne se prête pas à de grands discours comme ceux qui prétendent qu'il s'agirait de régler le problème de la compétitivité pour sortir de toutes les difficultés. Cette politique s'attaque aux quatre déficits : le déficit d'emploi, le déficit des finances publiques, le déficit extérieur ou le déficit de compétitivité et le chômage.

Dans votre intervention, monsieur le ministre, vous êtes revenu sur 2013. Cette année, en effet, la politique a consisté à donner la priorité à la réduction de la dette et à l'action sur l'emploi, avec une politique forte de réduction du déficit structurel, mais surtout une politique cohérente. Car, comme vous l'avez rappelé, l'objectif fondamental, c'est l'objectif de déficit structurel qui est la meilleure façon de laisser jouer les stabilisateurs automatiques. En n'accordant pas à la droite ce qu'elle nous réclame depuis bientôt une semaine, c'est-à-dire un collectif budgétaire qui rajouterait de l'austérité à la récession, vous faites en sorte que les choix faits par le Parlement, qui se traduisent par la réduction du déficit structurel, soient respectés.

Pour l'année prochaine, il y a un double rééquilibrage.

Le premier doit se faire du côté des dépenses, avec des mesures structurelles qui portent essentiellement sur les dépenses. Il y a là une vraie cohérence, car le choix fait en 2013 de deux tiers de prélèvements et un tiers de réduction de dépenses était pertinent.

M. Alain Chrétien. Il fallait faire l'inverse !

M. Pierre-Alain Muet. Non, c'est tout à fait pertinent à court terme, car les prélèvements sont moins récessifs à court terme que les réductions de dépenses. À long terme, c'est l'inverse. Par conséquent, le schéma du Gouvernement d'agir à partir de 2014 sur la réduction des dépenses est pertinent.

L'autre choix pertinent est de rééquilibrer la politique économique vers la demande et vers l'emploi. Car la récession a créé un écart entre la croissance potentielle et la production effective, bien supérieur à ce qu'il était il y a seulement un an et demi. Aujourd'hui, il faut remettre l'accent sur la demande et il y a une façon simple de le faire : il faut créer massivement des emplois aidés ou des emplois d'avenir.

M. Alain Chrétien. Non, ça, c'est de l'impôt !

M. Pierre-Alain Muet. Pas du tout ! Quand vous créez des emplois, vous créez du revenu.

M. Alain Chrétien. Le revenu de qui ?

M. Pierre-Alain Muet. Quand vous créez des emplois d'avenir, vous créez du revenu. En créant du revenu, vous créez de la demande. En créant de la demande, vous créez de l'augmentation de la production...

M. Charles de Courson. C'est du Keynésianisme ! C'est déplacé !

M. le président. Mes chers collègues, laissez parler l'orateur !

M. Pierre-Alain Muet. Et quand il y a un déficit de demande, il faut appliquer les bonnes politiques.

Pour conclure, monsieur le président, je dirais qu'il faut une action massive et sans complexe sur l'emploi dans l'année 2013. Le pari d'inverser rapidement la courbe du chômage est la meilleure façon de retrouver la croissance. C'est la meilleure politique pour tirer parti des réformes courageuses prises depuis un an. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

...

M. Pierre Moscovici, ministre. Nous ne devons pas tomber dans ce type de confusions.

Je tiens à remercier Pierre-Alain Muet, comme toujours, pour ses encouragements, son analyse et son diagnostic limpide de la situation actuelle, dans lequel je me retrouve pleinement. Nous sommes en effet dans une situation où tout l'enjeu est de trouver le bon rythme d'ajustement budgétaire et le bon équilibre pour préserver ce qui est indispensable,